

Lyon en 1861

—
Françoise BAYARD

Françoise BAYARD
Université Lumière Lyon 2
Centre Pierre Léon

A l'époque où Julie-Victoire Daubié vient passer son baccalauréat, Lyon présente six caractères essentiels.

En premier lieu, la ville est en pleine extension. Le décret du 24 mars 1852 a rattaché les faubourgs de Vaise, la Guillotière et la Croix-Rousse à la cité et sa population ne cesse de grandir : 293 000 habitants en 1856 ; 319 000 en 1861 ; 324 000 en 1866. Cette croissance s'explique, en deuxième lieu, par la prospérité de la capitale des Gaules. Depuis le XVIII^e siècle, la soierie est la première industrie de la ville. Elle en suscite de nombreuses autres - la chimie par exemple. Elle entraîne aussi le développement du commerce local et international, et celui de la banque. Or, quoiqu'elle soit fragile - comme l'ont montré les crises de 1857 et 1860-1862 - la soierie est en pleine expansion. Quand on traitait annuellement 500 000 kg de soie dans les années 1815-1820, on en voit passer 2 500 000 entre 1849 et 1858 et 3 750 000 entre 1869 et 1878.

Pourtant, cette accélération ne profite pas à tous les Lyonnais. Aux riches « soyeux » - environ 600 négociants et marchands-fabricants - s'opposent 20 000 chefs d'ateliers responsables de quelques 60 000 ouvriers et ouvrières. Les « canuts », concentrés dans de petits ateliers du plateau et des pentes de la Croix-Rousse, tissent de splendides étoffes façonnées et des brocarts sur les métiers mécaniques « à la Jacquard » définitivement adoptés. Mais ils dépendent des marchands-fabricants qui trouvent les clients souvent fort loin, passent les commandes et font les prix des pièces. Si un chef d'atelier, propriétaire de métiers peut gagner 2 000 francs par an, un tisserand logé mais non nourri n'en touche que 350. Aussi les revendications sont-elles nombreuses contre les « tarifs » trop bas, contre les mortes-saisons, contre l'augmentation du nombre des apprentis et des ouvrières, contre la concurrence des métiers installés dans les campagnes ou dans des couvents-usines. Elles ont même conduit les canuts à la révolte en 1831 et en 1834 quand les fabricants refusèrent d'appliquer le tarif minimum des prix de façon élaboré par le préfet Bouvier-Dumolart et les représentants des ouvriers et quand le gouvernement de Louis-Philippe décida de dissoudre la Société des Mutuellistes.

Si désormais, après une dure répression, la ville est calme, les esprits n'en pensent pas moins. Peu à peu, les canuts abandonnent les rêves du socialisme utopique. Avec une partie de la moyenne bourgeoisie, ils s'engagent dans le républicanisme. Depuis 1857, en quatrième lieu, Lyon envoie des députés républicains au corps législatif : ainsi Hénon qui participe au groupe des cinq avec Jules Favre, député du Rhône. Au plébiscite de 1870, les non l'emportent et après Sedan, Lyon est la premiè-

re ville de France à proclamer la déchéance de l'Empire.

Pourtant, le républicanisme de la cité est moins apparent, en cinquième lieu, que l'embellissement de la ville. Sous l'impulsion du préfet Vaïsse qui joue, pour les mêmes raisons de lutte contre l'insalubrité et de facilité du déploiement des troupes, au baron Haussmann, les rues Impériale et de l'Impératrice (République et Edouard Herriot actuelles) sont tracées du nord au sud. Les quais de la Saône et de la rive gauche du Rhône mettent la ville à l'abri des inondations. Le parc de la Tête d'Or est créé par les frères Bülher. La Chambre de Commerce et les gares de Perrache et des Brotteaux sont construites.

C'est donc une ville en plein renouveau matériel et moral que connaît Julie-Victoire Daubié. Depuis longtemps surveillée par Paris, elle lui tient résolument tête intellectuellement et politiquement. Sciemment ou non, la décision du recteur de Lyon s'inscrit dans ce contexte non conformiste. Mais elle trouve aussi sa place dans l'intérêt que porte la ville à l'éducation des enfants. On a longtemps glosé sur l'absence d'Université à Lyon avant la fin du XIX^e siècle. S'il est vrai que jusqu'alors il n'existe ni Faculté des Sciences, ni Faculté de Médecine, ni Faculté de Droit, on ne peut pourtant oublier que depuis 1838, l'ancien monastère des Dames de Saint-Pierre abrite une Faculté des Lettres dotée de six chaires, que depuis le XVI^e siècle l'enseignement secondaire est assuré (dans l'actuel lycée Ampère) et que depuis le XVII^e siècle, l'enseignement élémentaire de tous les jeunes enfants, y compris les pauvres, est un souci permanent des élites. La loi Falloux a encore développé ce dernier : en 1875, 122 instituteurs,

97 institutrices, 111 frères et 106 sœurs sont rémunérés par la municipalité. Mais la grande originalité de la cité réside dans la création d'un enseignement technique et professionnel. L'École de la Martinière, l'École Centrale, l'École de Commerce et la Société d'enseignement professionnel du Rhône en portent témoignage. Bien sûr, tous les enfants de canuts ne deviendront pas poètes comme Victor de Laprade, scientifiques comme Claude Bernard, érudits comme Alain Tisseur, Onofrio, et Aimé Vingtrinier, ou peintres comme Paul Chenavard, Louis Janmot, Hippolyte Flandrin et Puvis de Chavannes. Mais on peut raisonnablement penser que comme leurs pères ils fredonnaient les chansons de Pierre Dupont et iraient bientôt au Café du Caveau écouter Guignol, Gnafron et Madelon (marionnettes inventées par Mourguet dans les années 30) présenter les nouvelles du quartier et les misères de la vie quotidienne, en buvant quelques chopines. La culture à Lyon est diverse ; elle n'est pas inexistante.

Ainsi est-ce une cité bruisante d'activités, bouillonnante d'idées et frémissante d'émotions qui accueille Julie-Victoire Daubié venue des Vosges pour passer le baccalauréat en 1861
